

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMÉAL
Un an..... 72 fr.	Un an... 112 fr.
Six mois... 36 fr.	Six mois... 56 fr.
Trois mois 18 fr.	Trois mois 28 fr.
Chèque postal Ferandier 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Rédaction : ANDRE COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Colrat va dire aujourd'hui si Jeanne Morand doit mourir

Vite, que nous soyons fixés et rassurés

Jeanne Morand est à l'hôpital de Versailles où elle fut clandestinement transportée hier soir. Elle y est dans les mêmes conditions, dans la même attente, qu'à l'hôpital de Corbeil. Le médecin, qui l'a vue hier matin, n'a pas osé l'alimenter de force.

Si nous ne savions que tout est préparé pour ce supplice, nous nous démanderions pour quels motifs on a imposé, hier soir, à la pauvre patiente ce douloureux voyage.

Dans une méchante automobile on lui fit faire soixante kilomètres par des routes plus ou moins défoncées. Elle arriva à destination n'en pouvant plus : elle avait tout le long du chemin cogné ses os aux parois de la voiture.

Colrat reçoit Torrès aujourd'hui ; ce n'est point faire montre d'un optimisme exagéré que de se laisser aller à espérer que notre amie ne sera pas contrainte de poursuivre la grève de la faim après trois cent douze heures de privation d'aliments.

Elle doit d'ailleurs à cette entrevue de son avocat et du ministre de n'avoir point été déjà traitée à la sonde césophagique.

Ce serait la première fois, en France, qu'un détenu politique gréviste de la faim subirait le régime de l'alimentation forcée. Aussi, comprenons-nous fort bien des hésitations du gouvernement ; il ne sait pas politique de sa part, à la veille des élections, d'inaugurer contre une prisonnière des procédures dignes des temps les plus reculés, les plus barbares.

C'est bien ce qu'ont senti les hauts fonctionnaires qui se sont démenés, hier matin à Versailles en faveur de Jeanne.

Le directeur général de l'Assistance publique de Seine-et-Oise lui rendit visite plusieurs fois dans la matinée. Il fit la navette entre elle et le préfet de Seine.

La presse s'émeut et proteste

Enfin l'opinion publique semble se dégeler un peu ; par l'entremise des journaux, elle fait entendre sa voix.

Espérons que ce ne sera pas trop tard.

Le Quotidien a dépecé l'autre jour près de Jeanne Morand un de ses collaborateurs, et, dans son numéro d'avant-hier, il donne sur cette visite ces détails :

Jeanne Morand en était hier à son dixième jour de grève de la faim, et on devait l'alimenter de force.

Du moins, l'en avait-on menacée avant-hier ; mais au dernier moment le médecin de l'hôpital de Corbeil, soit devant l'extrême faiblesse de la détenue, soit obéissant à des ordres supérieurs, n'a pas voulu recourir à cette mesure qui n'est autre chose qu'un véritable supplice.

On comprend que l'administration pénitentiaire la diffère le plus longtemps possible.

Elle le fait sans doute avec l'espoir qu'une décision du ministère évitera à la patiente cette torture et que Mme Jeanne Morand aura obtenu d'ici là la suspension de peine qui lui permettra d'aller soigner sa mère mourante.

Au moment où, pour la première fois en France, on s'apprête à recourir à la force pour nourrir un prisonnier — procédé dont on n'a usé qu'une seule fois en Angleterre — nous sommes allés voir Mme Jeanne Morand dans sa cellule de l'hôpital de Corbeil.

Assise tout près du calorifère, comme si elle attendait de la chaleur qu'elle donnait à son sang appauvri l'illusion des calories indispensables, Mme Jeanne Morand regardait à travers la fenêtre grillagée la mélancolie chûte des flocons qui recouvriraient de froid parure les arbres du jardin.

Immobile, et parlant très peu, la prisonnière ne vit plus que par la commune de ses yeux.

Le médecin est venu. Il n'a pas osé... C'est surtout la nuit qui est longue à supporter. Des crampes me tordent sur mon lit et m'empêchent de dormir.

Mais la volonté d'être bientôt rendue à ma mère me donne la force de supporter toutes ces souffrances ! Ce matin, l'adjoint au maire de Corbeil est venu me voir. Il doit rendre compte de sa visite à M. Colrat.

ne-et-Oise. Ce dernier téléphona plusieurs fois au ministre de la Justice.

Jeanne Morand fut dorlotée en paroles par ces messieurs comme jamais enant, qu'à l'hôpital de Corbeil. Le médecin, qui l'a vue hier matin, n'a pas osé l'alimenter de force.

Si nous ne savions que tout est préparé pour ce supplice, nous nous démanderions pour quels motifs on a imposé, hier soir, à la pauvre patiente ce douloureux voyage.

Dans une méchante automobile on lui fit faire soixante kilomètres par des routes plus ou moins défoncées. Elle arriva à destination n'en pouvant plus : elle avait tout le long du chemin cogné ses os aux parois de la voiture.

Colrat reçoit Torrès aujourd'hui ; ce n'est point faire montre d'un optimisme exagéré que de se laisser aller à espérer que notre amie ne sera pas contrainte de poursuivre la grève de la faim après trois cent douze heures de privation d'aliments.

Elle doit d'ailleurs à cette entrevue de son avocat et du ministre de n'avoir point été déjà traitée à la sonde césophagique.

Ce serait la première fois, en France, qu'un détenu politique gréviste de la faim subirait le régime de l'alimentation forcée. Aussi, comprenons-nous fort bien des hésitations du gouvernement ; il ne sait pas politique de sa part, à la veille des élections, d'inaugurer contre une prisonnière des procédures dignes des temps les plus reculés, les plus barbares.

Il y avait une vie à sauver.

M. Colrat préfère faire deux victimes.

Rarement on avait vu chez un ministre une semblable et aussi inconsciente cruauté :

L'Œuvre, en première page, publiait hier cet articulet plein d'esprit et de logique :

Jeanne Morand, condamnée politique, fait la grève de la faim et entre aujourd'hui dans son treizième jour de jeûne volontaire. On sait qu'elle demande à M. Colrat sa mise en liberté provisoire pour pouvoir aller soigner sa mère, gravement malade.

Après avoir écarté toute interpellation à ce sujet en laissant entrevoir une solution favorable de ce cas tragique, M. Colrat maintient Jeanne Morand en prison. Si elle en meurt ? n'est-ce pas, sur verra bien...

M. Maurice Colrat s'en lave les mains...

Faut-il qu'il soit sale ! disait l'autre : il se lave tous les jours

M. Maurice Colrat se lave les mains de tout. Son propre frère, M. Raymond Colrat, racontait hier, au club du « Faubourg », comment il avait été expulsé de Tunisie parce que sa tête ne revenait pas à M. Lucien Saint, résident général. On n'a voqué contre M. Raymond Colrat aucun texte de loi ; on s'est simplement servi d'une ordonnance royale de 1778, visant les souteneurs.

M. Raymond Colrat a protesté contre cette décision auprès du gouvernement dont son frère fait partie. Celui-ci a répondu que M. Saint avait fort bien agi, et a maintenu l'arrêté d'expulsion.

Voyez, peut dire M. Maurice Colrat,

j'ai un frère qui fait l'objet d'un déni de justice, et je trouve cela tout naturel. Alors,

pourquoi voulez-vous que je m'intéresse à votre Jeanne Morand, qui n'est pas même de Montrouzier ?

On comprend ainsi pourquoi M. Maurice

Jeanne Morand n'a pas la force d'en dire davantage.

Sa tête retombe sur sa poitrine et ses mains amagis, ses mains osseuses, se crispent sur le radiateur.

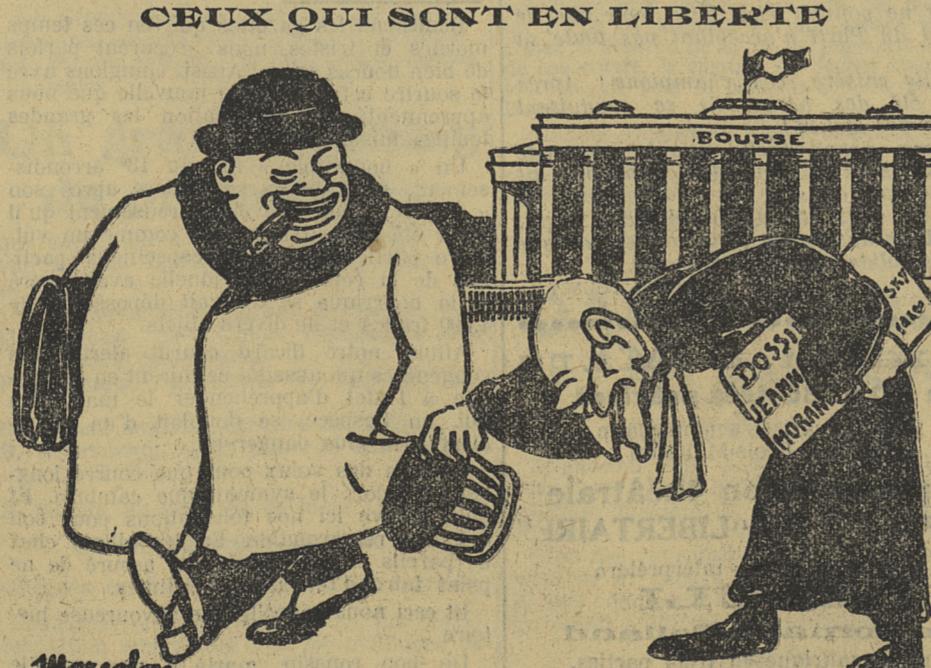
Séverine, qui a écrit déjà sur Jeanne Morand et son admirable geste, renouvelée, dans l'Ère Nouvelle d'hier, sa protestation :

Va-t-on attendre que Jeanne Morand soit morte pour la libérer ? Après tout, ce serait une solution. On ne l'aurait pas rendue vivante à sa mère, paralysée, quasi-agissante, dont les jours sont comptés, mais on apporterait son cadavre, en boîte, à la vieille moribonde.

Joli cadeau à faire à une aïeule !

C'est cependant ce qu'a décidé la commission d'examen. Ont-ils un cœur, ces messieurs-là, et où le placent-ils ? Sans

CEUX QUI SONT EN LIBERTÉ



La Commission refuse la libération de Jeanne Morand. (Les journaux)

Oui, mais spéculer est moins grave qu'un délit d'opinion !

Colrat approuve l'acte d'arbitraire dont son propre frère vint d'être la victime ; ça lui permet de justifier tous les autres...

L'Humanité, oui ! elle-même, sent la nécessité de consacrer tous les jours un papier, oh ! très court, à Jeanne Morand et à son acte héroïque. Voici le dernier :

Aujourd'hui commence pour Jeanne Morand le douzième jour de la grève de la faim. La malheureuse est exténuée de faim.

M. Colrat ne s'émeut pas. Après avoir promis d'aller vite et d'examiner favorablement la demande de libération conditionnelle, sur laquelle la commission des grâces avait préalablement à statuer, le préfet ministre n'a pas encore daigné faire connaître sa réponse.

Un avertissement lui a été signifié hier soir par un certain nombre de camarades. Ce n'est d'ailleurs là que le premier.

Pierre Bertrand, dans le Quotidien d'hier, revient à la charge, et comment ! sez donc :

Jeanne Morand en est à son onzième jour de grève de la faim. Colrat et Poincaré, Poincaré et Colrat suivent d'un œil attentif son agonie.

Car ils ne veulent pas qu'elle meure tout à fait.

Lorsque le moment leur paraîtra venu, le moment où ce corps éprouvé, brisé, sera sans défense, ils la feront alimenter par force.

Pourquoi ? Pour rien. Pour le plaisir. Pour prolonger un jeu où leur puissance éclate.

Mais aussi pour mettre à l'abri leur responsabilité.

De moins, faisant ainsi, pourront-ils dire, si un accident se produit, qu'ils n'ont pas voulu cela.

Lloyd George a laissé le maire de Cork périr.

Poincaré et Colrat, Colrat et Poincaré prétendent à plus de prudence.

Ils n'attendent pas le dernier souffle.

Ils fermeront la porte par où la mort s'approche dès qu'ils entendent son pas.

Et puis, on recommencera, suivant la vieille méthode chère aux bourreaux savants.

Le délit d'opinion de Jeanne Morand est inexpiable aux yeux de ces deux hommes qui courvent de leur active complicité les pires criminels : ministres, généraux, parlementaires, préteurs de guerre, mercantins.

Mais s'ils se trompent dans leur diagnostic, direz-vous ? Si la lumière s'éteint, qu'ils croient voir brûler encore quelques heures ? Si la suppliciée a un peu moins de vie qu'ils ne s'imagine ? Si elle leur échappe et s'affranchit ?

Ah ! ne croyez pas que Colrat et Poincaré, Poincaré et Colrat soient pris au dépourvu.

Elle n'aura pas rendu le dernier souffle qu'ils prouveront déjà par A + B que leur tendre sollicitude a été trompée, qu'ils ne sont pas responsables de ce sang, qu'ils avaient prescrit à leurs Bureaux de la libération.

Même ils verseront une larme, si l'on insiste, et si le vote de confiance est à ce prix.

Mais Jeanne Morand sera morte !

Mais la mère de Jeanne Morand mourra de cette mort !

Etait-il donc impossible de les sauver l'une et l'autre parce que Poincaré et Colrat, Colrat et Poincaré n'ont pas d'entrailles ?

Non. Ce n'était pas impossible.

C'était facile même.

Le président du Conseil et ce garde des Sceaux, inaccessibles à la pitié pour la souffrance des autres, sont pleins de soins pour eux-mêmes, pour leurs succès, leurs ambitions, leurs intérêts.

Il eût suffi que dans la presse s'élèvât une protestation unanime contre leur inhumanité.

Ils auraient tout de suite pris peur et cédé.

Mais, à l'exception de quelques journaux, tout se tait.

— Chut ! soufflent les officieux aux oreilles des écrivains qui s'indignent. De quoi vous mêlez-vous ? Ces tortures, cette agonie, c'est de la politique. C'est la politique de M. Poincaré.

Soit. On s'en souviendra.

Résultats de la guerre

On annonce de Rennes qu'au cours d'une crise d'alcoolisme, Armand Daussey, 37 ans, cultivateur à Retiers, réformé de guerre, a tué à coups de sabots sa femme, née Gaillard, 27 ans.

Voilà les résultats de la grande bouche. Des hommes débraqués par la fatigue des cinq terribles années, et qui cherchent un réconfort dans l'alcool, sont prêts à toutes les actions, à toutes les folies, à toutes les crimes !...

ABONNEZ-VOUS

En raison de l'augmentation croissante du prix du papier, de la main-d'œuvre et de l'impression, nous avons de très grosses difficultés pour assurer notre parution chaque jour.

Aussi le prix de l'Abonnement a-t-il été porté :

A 30 FRANCS par an.

A 40 FRANCS pour six mois.

A 20 FRANCS pour trois mois.

En vous abonnant, vous économisez ONZE FRANCS VINGT CINQ CENTIMES sur l'achat au numéro dans les kiosques et vous faites réaliser à l'administration de votre LIBERTAIRE un bénéfice de ONZE FRANCS.

C'est donc, en vous abonnant, une somme de VINGT DEUX FRANCS par an que vous arrachez aux intermédiaires pour la consacrer à la propagande de vos idées.

L'AFFAIRE PHILIPPE DAUDET

Une lettre de Bajot

Bajot, le chauffeur du taxi dans lequel Philippe Daudet fut trouvé mort, vient de faire remettre à M. Barnaud, par M^e Maurice Paz, une demande de constitution de partie civile dans l'instruction ouverte.

Le texte de cette demande ne laisse pas d'être quelque peu étonnant par endroit. Bajot écrit : « Bien que ma conviction personnelle proteste contre cette hypothèse (l'hypothèse de l'assassinat), j'ai le plus grand intérêt à ce que la vérité soit découverte et je veux m'y employer. Cet intérêt est évident : s'il y a eu meurtre, le meurtrier m'a causé le plus grave préjudice en se servant de moi comme d'un instrument destiné à masquer ses machinations criminelles. »

Voilà qui est bien singulier. Car, enfin, si M. Bajot ne sait pas ce qui s'est passé ou n'a pas le moindre soupçon de ce qui s'est passé, son cas devient véritablement extraordinaire. Lui qui soutenait jusqu'à présent la thèse du suicide, le voilà, comme le remarque *l'Action française*, qui passe de la « certitude » à la « conviction ». Etrange, décidément !

Bajot écrit : « S'il y a eu meurtre... Mais alors ? S'il y a eu meurtre, que Bajot avouera cependant qu'il n'était pas très facile aux assassins d'agir de telle façon que lui, Bajot, ne se doutait de rien. Si, comme je le pense, Philippe a été assassiné par les policiers dans la boutique de Le Flaubert, il a bien fallu le transporter dans le taxi ! Mais alors, comment se fait-il que Bajot prétende que le jeune homme est monté seul dans la voiture ? Ne lui a-t-on pas parlé, pour « l'amuser », pendant que les policiers chargeaient Philippe ? Que Bajot se souvienne. Car il ne fait pas oublier que le drame se déroulait fin novembre et qu'à cette époque il fait nuit de très bonne heure. Ou — seconde hypothèse — Bajot n'a-t-il pas été mis en demeure par la police de faire les déclarations qu'il a faites ? On comprend qu'il ait obéi, la police étant une de ces forces qu'il n'est pas toujours prudent de combattre.

Mais, d'une façon ou d'une autre, Bajot doit parler aujourd'hui. D'une façon comme d'une autre, il n'a été dans l'affaire qu'une victime des policiers qui l'ont terrorisé ou mystifié.

Mais il ne faudrait pas que l'*Action française* se figurer qu'elle pourra continuer sa campagne de mensonges, parce que notre attention est attirée vers un autre côté et que tous nos efforts s'appliquent à démasquer la police. En effet, hier, l'*Action française* avance : « Une autre remarque est à faire : l'avocat choisi par Bajot est connu comme un collaborateur du Libétaire et un familier de la Berton. Derrière Bajot qui, jusqu'ici, s'était prétendu étranger à ce milieu et indifférent à la politique, ce serait donc la bande de la rue Louis-Blanc qui essaierait d'intervenir dans l'instruction. »

Ici, nous opposons le démenti le plus formel à ces insinuations : M^e Maurice Paz, défenseur de Bajot, n'a jamais collaboré au Libétaire et n'a jamais appartenu aux meilleurs anarchistes, de quelque façon que ce fut.

Et, certes, nous n'avons pas besoin d'essayer d'intervenir dans l'instruction. Notre rôle y est déjà assez grand : c'est celui d'accusateurs...

Georges VIDAL.

La belle série continue...

Après celles de ces jours derniers, on annonce l'évasion du bagne de Sas Raymond, dit Garcia, né le 17 novembre 1897 à Bordeaux, l'un de ceux qui tentèrent de s'emparer de la caisse du percepteur de Cette (Hérault) et tuèrent un policier lancé à leur poursuite.

Raymond Sas avait été condamné à mort par la cour d'assises de l'Hérault, puis renvoyé par suite de cassation de l'arrêt devant la cour d'assises des Pyrénées-Orientales qui l'avait condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Espérons qu'il saura échapper aux policiers.

Les Grévistes contre les policiers et les jaunes

La grève des ouvriers et employés des maisons d'alimentation qui se déroule à Reims depuis le début de la semaine dans un calme relatif, était marquée cet après-midi par de vifs incidents. Des groupes de grévistes ont parcouru la ville en manifestant et en exigeant la fermeture de toutes les succursales. Ils ont arrêté plusieurs voitures de ravitaillement. Un camion chargé de vin qui sortait de la gare de la petite vitesse a été attaqué par les manifestants qui ont enlevé la magnéto du véhicule, déchargé les caisses de vin sur le quai et brisé les vitres. Un autre chauffeur a été obligé d'abandonner sa voiture.

L'un des grévistes, nommé André Herbelot, âgé de dix-neuf ans, a été arrêté et conduit devant le tribunal correctionnel qui siégeait à ce moment, et où il a été condamné pour entraves à la liberté du travail et violences, à quinze jours de prison et seize francs d'amende.

Dans la soirée, M. Brissac, préfet de la Marne, est arrivé à Reims, et a eu une entrevue avec les délégués des patrons et des ouvriers. A l'issue de cette réunion, il a décidé la fermeture des maisons d'alimentation.

Des renforts de gendarmerie sont arrivés ce soir à Reims.

Ainsi on se prépare à brimer nos camarades de Reims et à briser leur grève. Déjà un jeune gréviste a été *jeté* en prison. Demain ce sera le tour des autres. Il faut qu'une protestation générale fasse cesser un tel état de choses.

Manifestation à Versailles

L'Union des Syndicats de Seine-et-Oise avait organisé à Versailles, hier matin, une manifestation contre la vie chère.

Les travailleurs ont parcouru les principales rues de la ville, et manifesté leur mécontentement par un défilé imposant. Il n'y a pas eu d'incidents.

PARMI LES LIVRES

Je viens de lire — de dévorer plutôt — un livre de guerre. En 1923? me direz-vous. Oui. Mais ce n'est pas le livre d'un *Ecruvan combattant*, il n'y a ni préface du maréchal Pétain, ni collaboration de Marcel Sauvage, ni fourragères, ni croix de Guerre. Et le titre, à lui seul, est déjà un symbole bien clair. Plus de lions crucifiés ou coucufiés, ni de héros, ni de poitus. Le *Valet de gloire*, de Joseph Jolinon (Rieder, éditeur).

Des fragments parurent dans *Clarté*, dans *Europe*, fort attirants. Je demandai le volume à l'auteur (car, je ne sais pourquoi, parmi les éditeurs, Rieder et Cie sont parmi les plus chiches pour les services, je l'ai déjà indiqué ici même, à propos des livres de Baillon, et j'ai du demander aussi à J. Galzy ses *Allongés* dont je vous parlerai un de ces jours).

Enfin, le *Valet de gloire* me parvint. Et tout de suite, en coupant les pages, je fus pris, je lis le livre sans tarder.

*

Un bouquin qui rappelle un peu les *Clavel* de Léon Werth — ce n'est pas un mince éloge pour qui connaît ces deux chefs-d'œuvre de notre littérature de guerre — quelques nuances cependant. J. Jolinon avait écrit auparavant le *Jenne Athlète* que je regrette de ne pas connaître. Il est plus sportif, plus *sensuel*, plus jeune de corps et d'esprit que Werth, moins philosophie peut-être. Et cependant ni le mysticisme révolutionnaire de Barbusse, ni la mystique patrio-pacifiste de Dorgelès. Ou alors, quand il s'y abandonne parfois, aussi bien il dissèque, analyse, critique ses gestes, ses paroles, ses pensées. Le *Valet de gloire* donne l'impression d'un être vibrant, curieux de sensations.

Peut-être un peu trop littéraire parfois. Cette tragédie à écrire, dont il nous parle souvent, finit par agacer. Et je trouve qu'il oublie un peu trop Madeleine pour ses cahiers. Des passages du bouquin crispent un peu parfois :

L'arrière jumiai une grosse pipe d'attente... Il grincé des dents comme si on lui eût fait manger de la laine...

Les ateliers d'armes ricanaient...

Les poteaux télégraphiques sautaient au garde à vous...

Un bosquet de bouleaux jouait au feu d'artifice...

Mais aussi bien souvent le sujet l'emporte et le style disparaît, fidèle serviteur. Ce sont alors, supérieurement décrites, la bataille de la Marne, la première permission, une patrouille et surtout cette mutinerie de Cœuvres, si criante de simple et pathétique vérité.

Outre ces chapitres remarquables, le livre fourmille d'ailleurs de tableautins non moins réussis et de trouvailles fort justes :

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Les corridors s'ouvraient comme des boîtes sonores, les chambres comme des latines...

On rencontrait des familles piées sous d'informes paquets. Une femme suivait un vieillard. Une autre femme caressait un enfant criant de colère. Entre deux longs murs se rangeaient deux lignes d'arbres ruisselets. L'eau pluennichait dans une gouttière. Un phare d'autre éclaira en tournant des mouvements d'épaules peureuses et fit jaillir une maison d'angle qui s'allongea au cube dans le faisceau lumineux. Ensuite la nuit fut dense...

Il s'amenaient visiter des journées historiques avec leur âme de tous les jours...

Et surtout cette *Lanterne* qui ouvre le recueil et qui restitué si bien l'atmosphère du Bion de cette humble maison au bord de la mer, où vit Millet, entre sa compagne et son Claude charmant. Et *Le Déserteur*, que Vidal a cité en partie. Je les relirai encore, ces contes merveilleux, pleins de soleil, de lumières, d'odeurs, où la mer, les rochers, les oliviers et les monts de l'Esterel défilent en fresques magiques. La belle évocation, loin de ce pays noir et triste, loin des réalités quotidiennes.

Quant aux poèmes de Jacques, je tiens à répéter encore que les mots expriment trop mal mon admiration. Lisez-les vous-mêmes !

M. W.

◆◆◆◆◆
Vous avez
encore
QUATRE JOURS
◆◆◆◆◆

Amis Lecteurs,
pour adresser
à notre admini-
strateur les

◆◆◆◆◆
5 FRANCS
du
"Libertaire"
◆◆◆◆◆

Feuillets épars

Une adhésion nouvelle au Parti Communiste est sans doute aujourd'hui chose assez anormale, puisque chacune de celles ayant quelque importance vaut aux lecteurs de l'Humanité une présentation élégante et pourtant monnaier son effort, on s'indigne de tout son être contre une trop flagrante iniquité ; derrière le cercueil d'Aernoult, assassiné par les châouichs, on allait à 300.000, en acclamant Roussel !

On ne sautait pas d'un pied léger, et d'une conscience idem, d'un état-major dans l'autre. Vaincent-Couturier n'était pas encore enfant de cœur !... On aurait arraché alors, à la féroïcité des gouvernements, la liberté de Jeanne Morand !

Ah ! les premiers Mai d'antan !... On triomphait certes, mais on se rebiffait, et comment !

Tristes, tristes politiciens, qui avez brisé ce ressort merveilleux, qui avez jeté le doute dans des esprits jadis si prompts à répondre aux appels de justice et de fraternité humaines !

Tristes pantins, dont les grimaces n'inspirent même plus le dégoût, et qui vous avez rendu sceptique !

Révolution sociale, antimilitarisme, au-delà de mots qui ont perdu leurs véritables significations !

Que réclame La Caserne, journal « antimilitariste » ?

Tenez-vous bien ! D'abord le droit pour la classe 22 de voter aux prochaines élections.

Il est bien entendu que ce droit comporte pour les troufions le devoir de voter pour les candidats communistes ! Je n'insisterai pas... Ensuite, je vois cette revendication foncière antimilitariste : « La vie est chère pour les soldats aussi, qu'on leur donne vingt sous de prêt par jour ! » Pourquoi pas vingt francs, pourquoi pas cent francs ? Voilà qui ferait marcher le commerce des bistrots communistes et des commerçants de maisons closes.

Et dire qu'on arrête pour « propagande anarchiste » des gens qui ont un tel souci de bien-être du soldat et de ceux qui en vivent. C'est inimaginable, et nous ne pouvons que protester contre une aussi flagrante incompréhension de la part des juges bourgeois !

Mais soyez tranquilles, la répression n'empêchera pas cette utile propagande de se continuer. Ils lisent en effet : « Et nous continuons tant que les fils d'ouvriers et de paysans incorporés dans la « grande famille » auront à se plaindre ! » Après cela on peut tirer l'échelle !

Dans notre candeur, nous croyions que la chose dont on pouvait le plus se平indre, c'était d'être soldat. Nous nous trompons ! Les fils de prolos n'auront plus à se plaindre lorsqu'ils seront les soldats de l'armée rouge, et qu'ils auront vingt sous de prêt par jour !

C'est ça le nouvel antimilitarisme ?... Merde !...

Pierre MUALDES.

Justice immanente.

Bénissons les gazettes qui, en ces temps mornes et tristes, nous procurent parfois de belles douces joies ! Aussi, épingleons avec le sourire cette agréable nouvelle que nous apprenons avec indignation les grandes feuilles faiseuses d'opinion :

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

M. Mac Donald, premier ministre de S. M. George V, a envoyé une nouvelle lettre à M. Poincaré, qui s'est empressé de répondre à son confrère britannique.

Malgré le ton amical des deux missives, il est facile de découvrir, entre les lignes, les divergences profondes qui séparent les politiques des deux chefs d'Etat et les dangers qui menacent l'Europe.

Mac Donald prétend que les différends et les querelles du passé n'étaient pas absolument inévitables et entend examiner à nouveau le problème dans ses grandes lignes. Ce qui ne l'empêche pas de déplorer plus loin la course aux armements de la France, qui est, selon lui, une crainte et un danger pour l'empire britannique, et il s'étonne, en outre, de l'appui que la république donne à l'organisation militaire des nouveaux Etats de l'Europe centrale.

C'est ainsi qu'il est advenu que la population de notre pays regarde avec inquiétude ce qui lui semble être la détermination de la France de ruiner l'Allemagne et de dominer sur le continent, sans avoir égard à nos intérêts raisonnables et aux conséquences futures sur le règlement des affaires d'Europe : c'est ainsi qu'ils ressentent un sentiment d'appréhension devant les grands effectifs militaires aériens entreposés non seulement dans la France de l'Est, mais aussi à l'Ouest ; qu'ils sont troublés par l'intérêt témoigné par votre gouvernement à l'organisation militaire des nouveaux Etats de l'Europe centrale ; et finalement ils se demandent pourquoi toutes ces formes d'activité reçoivent l'appui financier du gouvernement français, sans tenir compte du fait que le contribuable britannique doit trouver jusqu'à trente millions (30 millions de livres sterling) pour servir l'intérêt d'emprunts levés en Amérique et que nos contribuables doivent aussi verser de larges sommes pour payer l'intérêt de la dette que la France nous doit, alors que de son côté la France n'a ni fait, ni proposé pour cette dette, autant qu'ils le sachent, un sacrifice équivalent au leur.

Et Mac Donald continue en assurant que le peuple anglais aspire autant que le peuple français à la sécurité, non seulement de la France contre l'Allemagne, mais dans un esprit beaucoup plus large. Dans l'esprit du ministre anglais, c'est tout le problème européen qui intéresse également l'Angleterre et l'Allemagne, la Pologne et la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougo-Slavie, la Russie et la Roumanie, l'Italie et la Grèce.

Et c'est dans l'espoir d'apporter un remède à la situation de l'Europe, que M. Mac Donald demande à Poincaré de bien vouloir renouer des relations amicales avec l'Angleterre.

Evidemment, sur le même ton de courtoisie, le président du conseil français a fait sentir à son confrère d'autre-Manche qu'il n'avait nullement l'intention de changer sa politique, qui jamais n'a été provocante, mais simplement mal comprise par les adversaires de la France.

Et, avec son habileté diplomatique, Poincaré rejette la balle que lui avait lancée Mac Donald à propos des armements.

Parmi les erreurs d'appréciation que connaît à notre égard une partie de l'opinion britannique, celle qui nous paraît le plus incompréhensible et qui nous attriste le plus est celle qui a trait à nos armements militaires. Y a-t-il vraiment des Anglais qui supposent que la France puisse faire des préparatifs fratricides contre leurs pays ? Nos établissements militaires ou aériens sont exclusivement destinés à nous défendre contre les tentatives de revanche germanique. Nous avons assez souvent subi l'invasion pour être forcés de nous préparer contre elle. Si ces établissements sont disséminés sur tout notre territoire, c'est parce que notre organisation administrative et les besoins de notre mobilisation ne nous permettent pas de les concentrer dans l'Est. Mais notre armée et notre aviation ne sont pas plus un signe de défense vis-à-vis de l'Angleterre que la flotte aérienne et maritime britannique n'est, dans notre pensée, une menace pour la France.

Il semble donc que MM. Poincaré et Mac Donald sont d'accord pour assurer la paix en Europe, mais comme chacun d'eux persiste à croire que seuls ils prennent la bonne route, lorsqu'ils seront les de discuter par écrit et oralement, — sans d'ailleurs se convaincre, — ils entraîneront leurs peuples dans de sanglantes batailles pour démontrer par la force brutale leurs désirs de paix mutuels.

Car, aujourd'hui, cela peut paraître paradoxal, l'on ne se bat plus que pour le droit, la liberté et la paix.

Et le bon populo absorbe toute cette démagogie, sans protester, heureux de son sort. Il se fera massacer, demain, comme hier, entraîné par des phrases ronflantes, et malgré l'exemple du passé, il ne se sentira pas le courage de se révolter contre les matres qui l'entraînent à l'abîme. C'est triste.

ÉTATS-UNIS

L'EXPLOSION DE L'USINE D'AMMONIAQUE

L'usine dans laquelle s'est produite l'explosion s'occupe de transformer en engrains les explosifs achetés au gouvernement depuis la guerre et qu'on extrait des obus qui n'ont pas servi.

On croit maintenant que plus de 30 personnes ont été tuées. Toutes les maisons du voisinage ont été détruites et sont maintenant embrasées de sorte que 150 ouvriers sont sans abri. L'explosion a incendié même les arbres d'une forêt voisine. Cet après-midi le lieu de l'explosion ressemblait à un vaste puits embrasé. On doute que l'on puisse retrouver les cadavres de beaucoup de victimes. La foule se presse sur les hauteurs voisines pour assister au spectacle de la lutte des pompiers contre les flammes.

Les obus qui n'ont pas eu l'occasion de fuir pendant la guerre trouvent ainsi le moyen de remplir leur sinistre mission. Où sont les responsables ?

BELGIQUE

Les Anciens combattants contre la vie chère

Dormez tranquilles bons bourgeois français, ce n'est pas en France que les anciens combattants se révoltent contre la vie chère. Dans notre douce république, les anciens combattants, qu'ils soient blancs ou rouges, se contentent de voter des ordres du jour, et de servir de troupeau aux partis politiques en quête d'électeurs.

C'est en Belgique, à Malines, que de vifs incidents se sont produits sur le marché public, où les petits et gros mercantins étaient d'accord pour « estamer » le plus possible le pauvre consommateur.

Mais depuis le temps que l'on serine aux oreilles du peuple qu'il s'est battu pour le Droit et la Liberté, il a fini par le croire et, devant la prétention toujours croissante des affameurs, la section locale de la Fédération nationale des Combattants lançait un appel à ses adhérents, les invitant à s'associer à une manifestation contre la vie chère.

A 10 h. 30, les anciens combattants, au nombre de deux cents, et autour desquels des particuliers étaient venus se grouper, se rassemblaient place de la Station, musique en tête et drapeau au vent. Le cortège s'est dirigé vers le centre de la ville, distribuant à profusion des pamphlets. La colonne a occupé le marché aux beurres, la police assurant le service d'ordre ayant été débordée.

Les manifestants ont entouré alors le marché et les cultivateurs ont été obligés de mettre le beurre en vente aux prix fixés. Des incidents se sont produits. Certains marchands ont tenté de rompre le cordon des manifestants, mais ils ont été ramenés dans l'enclos. Bref, le contrôle du marché est passé, d'une façon absolue, entre les mains des anciens combattants.

Un revendeur de la frontière hollandaise avait acheté cinquante kilos de beurre à trente-deux francs et l'avait déposé dans un cabaret voisin du marché. Les anciens combattants ont fait main basse sur ce stock. Ils ont remboursé le vendeur à raison de seize francs le kilo et le beurre a été offert au public.

A 11 h. 30, les anciens combattants ont tenté de renouveler le même coup contre un autre local où des beurres avaient été déposés, mais la police est intervenue à temps pour empêcher l'assaut de l'établissement.

L'effervescence s'est prolongée très tard. Heureusement que la police était là, sans quoi, grand Dieu, comment cela aurait-il été ?

Est-il permis à des anciens combattants d'être exigeants ? Il est vrai que cela se passe en Belgique. Ce n'est pas en France que Binet-Vaimer aurait accepté que les membres de la Ligue des chefs de section prennent une telle initiative.

Ce n'est pas en France que Vaillant-Couture aurait autorisé les membres de l'A. R. A. C. à demander la diminution du prix du beurre. Ah non ! Le beurre ? mais il en détient l'assiette, ce brave Couturier, et il entend la garder.

Mais ces Belges, voyez-vous, ils ne comprennent rien, et au lieu de se réunir en de vastes salles pour écouter des orateurs accrédités qui ont fait leurs preuves, ils préfèrent se livrer à une détestable action directe.

Tristes gens et tristes mœurs, n'est-ce pas Mossieu Marcel Cachin ? En Russie l'on ne permet pas ça, en France non plus du reste, et l'on a raison sans doute.

Nous, anarchistes qui sommes des anarchistes, une sympathie étrange nous attire vers ces hommes, qui ont compris qu'ils ne peuvent rien attendre du parlementarisme périme, et nous sommes certains que le geste des anciens combattants de Malines aura plus d'influence en Belgique que toutes les mesures prises en France par Chérif et son dictateur Rimbart.

Mais nous sommes des fous dangereux, bien entendu.

PORTUGAL

SECOUSSÉ SISMIQUE

Lisbonne, 2 mars. — Des mouvements sismiques qui n'ont causé aucun dégât ont été enregistrés dans la matinée.

Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie

Le Groupement de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie, organisé par un certain nombre d'organisations syndicales.

« Depuis longtemps j'étais anarchiste... » A tout prix il fallait effacer cela qui sans cesse renaisse, étouffer ces paroles ultimes qui le maudissent.

On a vu à quelles stupidités dignes du cabanon M. Léon Daudet est allé pour s'en délivrer.

Un grand Meeting de protestation

qui aura lieu à l'Hôtel des Sociétés Savantes, rue Danlon, le jeudi 6 mars, à 20 h. 30.

A ce meeting prendront la parole : G. Guiraud, de l'Union Confédérée des Syndicats de la Seine.

F. Besnard, du Comité de Défense Sociale.

G. Yvetot, ancien secrétaire de la C. G. T.

B. Broutchoux, de la Minorité des Métaux C. G. T. U.

A. Savoie, de la C. A. de la C. G. T.

Chazoff, Chevalier, Gaudeaux.

délégués en Russie, à différentes reprises.

Tous ces orateurs apporteront une documentation irréfutable sur les méthodes de Terreur employé par la Tchéka.

Ce meeting sera présidé par Pommier, du S. U. B. et du Comité de Défense Sociale, assisté par Cordier, de la Fédération Confédérée du Bâtimet et de Haussard de l'Union Anarchiste Universelle.

En lisant les autres...

La Bataille des salaires

CHEZ CITROËN

Le mouvement se maintient uni, compact, décidé. C'est un résultat, après quinze jours de lutte, avec des troupes non préparées au début du mouvement.

Après les plaidoiries de la Journée Industrielle en faveur de M. André, voici le réquisitoire de l'Usine contre les grévistes.

Le pluminif satisfait qui pond dans cette honorable revue capitaliste, croit brandir deux arguments irréfutables quand il dit que les salaires sont supérieurs à ceux de 1920, et que la seule façon raisonnable de les augmenter est de... faire des heures supplémentaires. Le raisonnement est si simpliste !

Mais.. mais depuis 1920, le franc s'est déprécié, et les salaires, en admettant que le taux n'en ait pas varié, n'ont plus la même capacité d'achat.

Faire des heures supplémentaires ? Au profit de qui ? L'expérience est là, mille fois répétée, que même payé à l'heure ou travaillant aux pièces, l'ouvrier n'a pas intérêt à augmenter ses heures de travail. Les professions à neuf et dix heures sont moins payées que celles ne faisant que huit heures, et aboutissent au chômage — non payé — après une surproduction insensée.

Il y a en ce moment 12,000 chômeurs en France, dont 5,000 à Paris. Pourquoi ne pas procurer du travail à ceux qui en cherchent, avant de demander un effort supplémentaire à ceux qui sont à la peine ?

L'économie nationale ? C'est un joli mot en effet, mais il est gauchié par les profiteurs, les mercantins, les gaspilleurs du régime actuel, lequel est complètement désaxé.

En ce moment, on produit, non pour satisfaire la consommation, mais pour des profits personnels. Quand le système économique sera aux mains des travailleurs, ils décideront de la durée du travail et de l'obligation au travail. Sans doute, à ce moment-là, le rédacteur de l'Usine, et d'autres, comprendront mieux les besoins de la classe ouvrière. Ceci dit, voici le communiqué du Comité de grève :

Ce matin commence pour nous la troisième semaine de lutte. Le Comité demande à tous les camarades d'être des plus vigilants, et de faire le nécessaire pour appliquer les décisions de l'assemblée générale.

Citroën compte sur notre lassitude, croyant à la rentrée en masse de ses exploités. Lui, le philanthrope, est prêt à nous appliquer la loi du plus fort. Les camarades sauront se rappeler que s'ils sont sortis, ce n'est pas pour rentrer en esclaves !

Cela est duré par ces temps de vie chère; aussi, c'est avec satisfaction que nous pouvons constater que l'appel de solidarité a été entendu, nous permettant ainsi d'élargir les secours. Que chacun de nous fasse le sacrifice nécessaire. La victoire est à ce prix !

Il faut que ce lundi soit un soufflet à celui qui attend de nous la fâche d'abandonner la lutte. Le mot d'ordre doit être :

« Pas de rentrée ! Serrons-nous les coudes ! Tous à l'action, pour que la victoire soit totale ! Allons jusqu'au bout !

Réunion des délégués à neuf heures.

Reunion de tous les grévistes à dix heures, salle de la Grange-aux-Belles.

DORDONNIERS DE ROMANS

Il y a un réveil de la conscience ouvrière à Romans. Les ouvriers du « Pélican » ont obtenu le renvoi du directeur. Aujourd'hui, le personnel de la maison Debrond demande la réintégration de 15 ouvriers congédiés par le directeur, dont l'un avait fait une souscription à l'atelier à l'occasion d'un décès, les autres pour avoir assisté aux obsèques. Ce garde-chiourme a déclaré qu'il dresseraient les Romanais à raison de 100 francs par semaine pour les hommes et 60 francs pour les femmes. En attendant, les esclaves s'insurgent et avec 112 voix sur 125 ouvriers, ils ont décidé de répondre aux insolentes prétentions de ce dictateur.

A TRAVERS LE PAYS

TEMPESTE EN MER

Les Sables-d'Olonne, 2 mars. — Une violente tempête de vent, accompagnée de gigantesques orages, sévit sur la région. La mer est forte et oblige les bateaux à rentrer au port.

DRAME DE LA JALOUSIE

A Cambrai, hier, à 20 h. 30, alors qu'il courait chez ses parents, rue Lévéque, M. Delfolie, professeur dans un collège de la région, a reçu dans le dos six balles de revolver tirées par une femme qui s'était dissimulée dans l'ombre. Il a le bras gauche brisé et porte plusieurs blessures sur diverses parties du corps. Son état, cependant, n'inspire pas d'inquiétude.

L'enquête ouverte laisse supposer qu'on se trouve en présence d'un drame de la jalouse. L'auteur de l'attentat est une nommée Céline Macron, âgée de 21 ans, femme d'un architecte, employée aux P. T. T. Après son acte, elle s'était jetée dans un fossé voisin rempli d'eau. Elle a été transportée à l'hôpital.

CAILLEAUX A MONTPELLIER

On annonce que M. Caillaux viendra le 9 courant à Montpellier, où il est invité par la jeunesse laïque. Il prononcera un discours sur la situation politique et financière, et présidera un banquet démocratique.

Et la propagande électorale ? C'est encore chose qu'on fait mais qu'on ne dit pas...

ENTRE BONIMENTEURS

Une réunion a été organisée avant-hier soir à Brest par le parti socialiste avec la participation de MM. Léon Blum, Goude et Masson, députés.

Dès le début du meeting des manifestants communistes intervinrent et empêchent le maire, M. Nardon de parler. Ils montrent même sur l'estrade où se tenait l'orateur une bagarre éclatée bientôt entre les membres des deux partis. Deux commissaires de police, MM. Martin et Le Page, furent malmenés. Ils firent alors intervenir les agents de la sûreté qui arrêtèrent trois des manifestants.

Les orateurs purent ensuite, au milieu des interruptions rendre compte de leur mandat et exposer la tactique de leur parti. Allons, la curée des élections approche. On va se disputer les os plus ou moins rongés du parlementarisme.

Et les victimes seront encore ces malmenés à qui les politiciens montent le coup et qui encaissent les horreurs pendant que le candidat attend les résultats...

DECOUVERTE

Un cultivateur a trouvé dans une lande inculte à Grujel, près de Corseul, trois cents pièces de bronze à l'effigie de Constantin-le-Grand.

GREVE

Les ouvriers d'une usine de plâtre d'Armentières se sont mis en grève.

Ils avaient demandé une augmentation de sal

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le Syndicalisme est supérieur aux partis politiques

Tous les politiciens prétendent n'avoir en vue que le honneur du peuple.

Tous, des royalistes aux communistes, en passant par les radicaux et les différentes variétés de socialistes, déclarent détenir la formule magique qui fera régner sur cette terre un bonheur sans mélange.

Bien sûr les programmes ne sont pas les mêmes. Les uns, tels les royalistes, affirment qu'un retour à l'ancienne monarchie est indispensable; d'autres, voudraient voir se continuer une république « qui a fait ses preuves ». Et comment ! Les communistes seraient pleinement satisfaits si le trône était occupé par un des leurs. Malgré ces différences de pure forme, tous ces présomptueux sont d'accord sur un point : la prise du pouvoir.

Pourvu que le peuple les aide à saisir la queue de la poêle, ils se chargent par la suite de travailler au mieux de ses intérêts, sans négliger les leurs, bien entendu. Charité bien ordonnée...

Pour arriver à la conquête de la machine gouvernementale, les uns prétendent, avec succès hélas, la valeur du bulletin de vote. Les autres, les royalistes, les communistes et une partie des socialistes recommandent la violence — exercée par eux-s'entend. — Ils verraient avec plaisir le peuple se soulever pour les hisser d'un coup d'épaule à l'assiette au beurre.

La majorité des travailleurs croit encore que le remplacement d'une équipe gouvernementale par une autre équipe un peu plus « avancée » est susceptible d'apporter un changement dans la marche de la société.

Beaucoup ne croient plus guère à la théorie « du bon patron », mais ils croient encore à celle des « bons gouvernements ».

Les syndicalistes ne croient plus aux « bons » tyrans. Que les maîtres du peuple soient blancs, tricolores ou rouges, ce sont toujours des maîtres. Leur ambition c'est d'apprendre aux prolétaires à se passer des maîtres. Pour que les travailleurs s'essayent à faire leurs affaires eux-mêmes il est nécessaire de démontrer l'incapacité des différents partis qui se disputent « l'honneur » de les servir et de mettre en regard des programmes politiques le programme syndicaliste qui est le nôtre.

Inutile d'insister sur la nocivité des régimes monarchique et parlementaire. Ils sont périssables, condamnés. Après avoir goûté de ces différentes sortes d'autorités le peuple est toujours asservi.

Il n'en est pas de même par contre lorsque nous examinons les programmes des partis soi-disant révolutionnaires. Les maîtres, qui connaissent tout ce que le prolétariat contient, à l'état latent, de puissance révolutionnaire, ont jugé bon de se servir de cet état d'esprit des travailleurs pour essayer de conquérir le pouvoir au profit de leur parti.

Aux travailleurs éberlués, les propagandistes et les journaux de ces partis politiques ont affirmé, ce en quoi nous sommes d'accord avec eux, que seule une révolution leur apporterait leur émancipation totale.

Mais au lieu de rentrer dans le rang et de mettre au service des organisations ouvrières leur talent oratoire ou leur orme, ils ont préféré organiser sur le modèle bourgeois, à côté des syndicats, des partis qui sont superfétatoires.

Bien vite, ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas faire grand chose sans l'appui des syndicats et qu'ils ne pouvaient rien faire contre eux. Ils essayèrent alors de les conquérir. Grâce à la complicité des chefs syndicaux, ils y sont à peu près parvenus. La C.G.T. est la vassale du parti S.F.I.O. et la C.G.T.U., celle du parti S.F.I.C.

Aux politiciens plus ou moins rouges qui se partagent les deux C. G. T. et qui affirment leurs convictions révolutionnaires, nous demandons une fois de plus, comment ils espèrent faire la révolution sociale et une fois la révolution triomphante, comment ils entendent organiser la production et la répartition des produits ?

Ce ne sera pas avec leurs quelques dizaines de milliers de petits commerçants, petits propriétaires, avocats sans cause, journalistes, etc., etc., qui forment le gros de leurs troupes, qu'ils y arriveront.

La vérité est qu'ils comptent surtout sur les syndicats qui n'ont que faire de cette graine de futurs bourgeois.

Lorsque les événements auront rendu possible une transformation totale de la société ; nous verrons ces apprêts dirigeants se tourner vers les syndicats et leur demander de mettre en action leur arme principale : la grève générale, si leur demander aussi d'occuper les usines, les mines, les chantiers. Mais tous ces moyens sont spécifiquement syndicalistes et pour faire tout cela nous n'avons nullement besoin des politiciens ; il est même probable que les travailleurs se mettront en mouvement sans attendre de mots d'ordre politiques.

Donc, pour la phase pré-révolutionnaire, les partis politiques sont totalement inutiles.

Par la suite, ils peuvent devenir nuisibles, si nous n'y prenons garde.

Supposons que le prolétariat triomphant soit maître des instruments de travail. Supposons encore que pendant la période de lutte qui vient de s'écouler un parti soi-disant prolétarien ait pu instaurer un nouveau gouvernement.

Comment fera-t-il pour remettre en marche la machine un instant arrêtée ? De deux choses l'une ! Où il se servira des institutions de l'Etat qui le préédictait et les mêmes causes produisent les mêmes effets au bout d'un temps plus ou moins long, il n'y aura rien de changé pour les gouvernements. Et dans ce cas, ce parti aura été totalement inutile pour la révolution. On bien il se tournera vers les syndicats pour leur demander d'organiser la production et l'échange et une fois de plus son inutilité sera démontrée par son incapacité.

Résumons : Sans l'aide des syndicats, aucun parti politique n'est capable de faire triompher la révolution sociale.

Sans l'aide des syndicats, aucun parti politique n'est capable d'organiser la production et l'échange.

Conclusion : Le syndicalisme, débarrassé des politiciens, suffira à l'administration des choses dont parle Proudhon.

Charles THIEVEN.

Aujourd'hui, alerte à Saint-Germain

Un nombre important de saisies ont été faites. Nous sommes avisés des menaces de vente des meubles de nos camarades Offreuchens, rue au Pain ; Cissay, 7, rue du Gast ; Bluteau, 1, rue Schnappert, pour aujourd'hui. Les travailleurs seront présents et empêcheront le fisc d'opérer.

Le syndicat des métiers de Saint-Germain fait un appel pressant à ses adhérents.

...et à Maisons-Laffitte

Le camarade Lanfroy, 10, rue Solferino, typographe syndiqué est également menacé pour aujourd'hui.

Les bons bougres de Maisons-Laffitte et des environs se feront un devoir d'être présents à l'aube.

Le Bâtiment vers l'Unité

Le Bâtiment est depuis quelque temps la citadelle du syndicalisme révolutionnaire, le refuge des ouvriers qui se défendent contre les patrons exploiteurs d'aujourd'hui et les politiciens exploiteurs de demain.

Aussi, les gueules de maintenant, appuyées sur un gouvernement puissant, jouissant de ressources immenses et ayant à leur service une presse importante, mènent-ils une attaque forcément contre le Bâtiment et la citadelle qu'ils n'ont pu prendre d'assaut l'année dernière. Ils veulent la désarmer cette année. Il faut à tout prix que le communisme orthodoxe règne sur le mouvement ouvrier mondial, que partout soient constituées les cadres de la société autoritaire qu'ils veulent et de l'armée qui la défendra ; qu'importe s'il n'y a pas de masses derrière, ils les embrigaderont le jour de l'émeute.

Pour cette année, la tactique est simple : il s'agit, au nom de l'Unité, d'empêcher l'unité de se réaliser pour notre industrie.

Le bureau de l'I. S. R. pour les pays latins, tuteur et surveillant de la C. G. T. U., banquier placeur de biberons, a commencé par éditer une feuille spéciale pour appuyer le bourgeois appelé propagande par l'*Huma* et la V. O. Puis, pour s'appuyer sur un semblant de quelque chose, contrairement aux décisions de tous les Congrès, même de l'I. S. R., les militants ex-anarchistes qui aspirent à avoir pour eux leur petite Fédération, ont séparé des groupes de camarades du Syndicat Unique du Bâtiment pour former des syndicats nouveaux qui ont toutes les faveurs de l'Union de la Seine et de la C. G. T. U. ; eux, les dissidents, prennent figure de réguliers dans cette Union dont le programme syndicaliste qui est le nôtre.

Intutile d'insister sur la nocivité des régimes monarchique et parlementaire. Ils sont périssables, condamnés. Après avoir goûté de ces différentes sortes d'autorités le peuple est toujours asservi.

Il n'en est pas de même par contre lorsque nous examinons les programmes des partis soi-disant révolutionnaires. Les maîtres, qui connaissent tout ce que le prolétariat contient, à l'état latent, de puissance révolutionnaire, ont jugé bon de se servir de cet état d'esprit des travailleurs pour essayer de conquérir le pouvoir au profit de leur parti.

Aux travailleurs éberlués, les propagandistes et les journaux de ces partis politiques ont affirmé, ce en quoi nous sommes d'accord avec eux, que seule une révolution leur apporterait leur émancipation totale.

Mais au lieu de rentrer dans le rang et de mettre au service des organisations ouvrières leur talent oratoire ou leur orme, ils ont préféré organiser sur le modèle bourgeois, à côté des syndicats, des partis qui sont superfétatoires.

Bien vite, ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient pas faire grand chose sans l'appui des syndicats et qu'ils ne pouvaient rien faire contre eux. Ils essayèrent alors de les conquérir. Grâce à la complicité des chefs syndicaux, ils y sont à peu près parvenus. La C.G.T. est la vassale du parti S.F.I.O. et la C.G.T.U., celle du parti S.F.I.C.

Aux politiciens plus ou moins rouges qui se partagent les deux C. G. T. et qui affirment leurs convictions révolutionnaires, nous demandons une fois de plus, comment ils espèrent faire la révolution sociale et une fois la révolution triomphante, comment ils entendent organiser la production et la répartition des produits ?

Ce ne sera pas avec leurs quelques dizaines de milliers de petits commerçants, petits propriétaires, avocats sans cause, journalistes, etc., etc., qui forment le gros de leurs troupes, qu'ils y arriveront.

La vérité est qu'ils comptent surtout sur les syndicats qui n'ont que faire de cette graine de futurs bourgeois.

Lorsque les événements auront rendu possible une transformation totale de la société ; nous verrons ces apprêts dirigeants se tourner vers les syndicats et leur demander de mettre en action leur arme principale : la grève générale, si leur demander aussi d'occuper les usines, les mines, les chantiers. Mais tous ces moyens sont spécifiquement syndicalistes et pour faire tout cela nous n'avons nullement besoin des politiciens ; il est même probable que les travailleurs se mettront en mouvement sans attendre de mots d'ordre politiques.

L. CHARBONNEAU.

Chez les Mineurs

La production des mines du Nord et du Pas-de-Calais s'est élevée ainsi :

	Janvier 1923	Janvier 1924
	tonnes	tonnes
Houille	1.834.015	2.082.221
Agglomérés	147.864	156.875
Coke	133.364	140.665

On le voit, la production des mines a augmenté. La fameuse vague de paresse que les parasites reprochent aux travailleurs n'est qu'une excitation hypocrite pour augmenter la durée du travail.

Camarades, défendons les 8 heures !

Si la production s'est élevée, les dividendes des actionnaires ont dû suivre le même chemin élévatrice... tandis que les salaires des ouvriers sont restés aux mêmes taux, ce qui constitue une baisse de salaires puisque la dépréciation du franc diminue sa capacité d'achat.

Avec le même salaire qu'en mars 1923, on ne peut plus acheter autant de denrées qu'il y a un an, puisque ce salaire, par la baisse du franc, n'a plus la même valeur.

Les directeurs des Compagnies houillères étaient mal venus, vendredi dernier, à Douai, de refuser les trois francs de plus par jour que réclamaient les ouvriers.

LE GALIBOT.

La "Libre Pensée" pour Jeanne Morand

La Fédération nationale de Libre-Pensée et d'Action sociale s'associe pleinement aux efforts du Comité de Défense sociale et du Syndicat unique du Bâtiment, en vue d'obtenir immédiatement la libération conditionnelle de Jeanne Morand qui mettra fin à son supplice physique et moral.

JEUNESSE SYNDICALISTE DE CLICHY

AUX Jeunes Ouvrières et Ouvriers

Aux yeux de tous, la société d'aujourd'hui est divisée en deux classes distinctes ; d'une part les exploitants ; d'autre part ceux qui sont exploités.

Les uns passent leur vie dans le luxe et l'oisiveté, les autres à créer ce luxe sans jamais pouvoir en profiter : ce sont les salariés, les ouvriers et les ouvrières.

A peine sortis de l'école, l'usine les a pris et leur donne un salaire ne leur permettant pas de se nourrir. Dans quelques années, à peine ouvrières, la caserne prend les garçons à son tour pour les envoyer dans les biens qui ne leur appartiennent pas.

Jeunes ouvriers, jeunes ouvrières, ainsi se passera votre vie, à travailler pour les autres ou à garder le bien des autres dont nous ne profiterons jamais.

Accepterez-vous d'être toujours des esclaves ?

Et vous les pères, les mères, accepterez-vous que vos enfants soient toujours exploités comme vous l'avez été vous-même ?

Vous viendrez parmi nous rejoindre des camarades exploités comme vous et faire votre éducation dans des causeries éducatives et nous espérons que les parents nous aideront dans notre tâche d'éducation en invitant leurs enfants à suivre nos causeries. Vous assisterez nombreux à la conférence, qui aura lieu le mercredi 5 mars, à 20 h. 30, 60, rue de Paris, Clichy.

Orateurs :

Chevalié Coussinet Andrieux
U. D. S. des J. S. des 5^e et 6^e

Un camarade de la jeunesse syndicaliste prendra la parole

Les allocations familiales

Les allocations familiales existent. Qu'on les considère comme du réformisme, de la philanthropie ou de la collaboration de classes, elles existent néanmoins. Il vaut donc mieux les étudier du point de vue syndical que de les excommunier sans succès à la porte de la doctrine du moindre effort.

D'après les chiffres fournis par le Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing, il appert que le nombre des bénéficiaires des allocations familiales, dans ces deux villes, est passé de 32 en août 1919 à 24.000 en décembre 1922, à 37.510 en décembre 1923.

Il s'agit de pères, mères, frères ou sœurs d'enfants de moins de 13 ans.

Au 31 décembre 1923, le nombre des familles touchant des allocations s'élève à 26.600, ayant 45.550 enfants de moins de 13 ans, et 72.300 personnes de plus de 13 ans, soit un total de 117.850 personnes, et une moyenne de 4,4 personnes par famille.

Le recensement indique que sur ces chiffres il y a une famille de 10 enfants, 10 familles de 8 enfants, 185 familles de 6 enfants, 1.220 familles de 4 enfants, 6.448 familles de 2 enfants, et 15.542 familles de 1 enfant. Nous n'indiquons pas les chiffres intermédiaires des familles de 3, 5, 7 et 9 enfants.

Sur les 26.600 mères de famille prévues, il y en a 39 0/0 qui travaillent en usine, et 61 0/0 qui restent à leur foyer ; ces dernières sont probablement celles qui ont les plus fortes nichées, et celles qui ont des maris et des enfants qui rapportent les salaires les mieux payés.

La prime de naissance est de 100 francs lorsque l'un des deux conjoints travaille dans une usine adhérente au Consortium, et de 200 francs quand le père travaille dans une usine adhérente, et que la mère ne travaille pas, ou bien que les deux sont occupés dans des usines adhérentes.

En 1922, il a été payé 2.475 primes, formant un total de 444.000 fr., en 1923, il a été payé 3.212 primes, représentant la somme de 496.500 francs.

Les allocations familiales sont de 2 fr. par jour pour les familles d'un enfant, et variables suivant les autres enfants. Le Consortium prétend avoir payé de 1919 à 1923 (primes de naissance comprises) 48 millions de francs, dont 96.000 en 1919, et 16 millions en 1923.

Voici maintenant un tableau, en chiffres ronds, des heures de travail et des salaires payés :

Heures	Salaires

<tbl_r cells="2" ix="3" maxcspan="1" maxrspan="1" used